

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°981 du 10 janvier 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

2009 : L'ANNEE EUROPEENNE

Commençons par le plus important, et de loin : notre vie personnelle et familiale. Je souhaite qu'elle soit pour vous et les vôtres la plus heureuse possible, et je forme tous les vœux traditionnels mais sincères de santé, prospérité et harmonie.

Nous sommes sollicités sans cesse par les marchands de peur, et nous croulons sous leurs cadeaux empoisonnés : la crise financière, la récession économique, l'explosion au Moyen Orient, et l'inévitable réchauffement de la planète, dont nous ressentons actuellement les effets pervers. Sans doute ne doit-on pas verser pour autant dans l'irénisme, ni fermer les yeux sur la réalité pour ne pas avoir à l'affronter.

Entre l'alarmisme systématique et l'optimisme béat il y a sans doute un juste milieu. En ce qui me concerne, j'ai toujours professé que le libéral était un pessimiste à court terme, et un optimiste à long terme. Pessimisme quand on voit les difficultés dans lesquelles nous ont engagés les irresponsables politiques, les écologistes et socialistes de tous les partis. Pessimisme quand on voit que l'on cherche la réponse à ces difficultés du côté de l'Etat, quand on assiste au retour à la mode de Keynes et de tous les charlatans de sa mouvance. Mais optimisme quand on sait qu'il y a des gens qui ont su raison garder, qu'il y a des travailleurs, des épargnants et des entrepreneurs qui continuent à progresser, quand on voit tant de millions d'êtres humains avides de développement et en train d'émerger dans le paysage mondial. Surtout optimisme quand on mise sur l'homme, sa capacité créatrice, son sens de l'échange et de la communauté : tout ce qui le distingue du monde animal. Je le répète inlassablement : la vérité vaincra. La vérité, c'est celle que l'on trouve du côté de la liberté et de la responsabilité des êtres humains.

L'Europe nous offre une bonne image du meilleur et du pire, et elle tiendra une place importante en cette année 2009. Le pire, c'est l'acharnement à mettre en place un pouvoir européen fort, capable tout à la fois de mener des politiques économiques et sociales et de se doter d'une diplomatie unanime et efficace. Le pire c'est ce plan de relance à coup de dépenses publiques et de subventions arbitraires et déloyales, et c'est le sacrifice de la monnaie européenne et de l'équilibre budgétaire sur l'autel du keynésianisme. Le pire, cela me semble surtout la menace que fait peser le KGB de Poutine sur la paix européenne.

La suppression des livraisons de gaz à l'Ukraine, puis aux pays des Balkans, s'inscrit dans une offensive doublement redoutable. D'une part, il y a une offensive politique en vue de remettre en cause l'indépendance de l'Ukraine, naguère joyau de l'empire russe et soviétique, aujourd'hui tournée vers l'Occident. D'autre part, il y a une offensive économique pour imposer aux Occidentaux un prix de l'énergie prohibitif, et les dissuader de construire le « gazoduc du Sud » qui permettrait d'échapper au chantage de Moscou. Le gaz de Gazprom est aussi explosif que les missiles du Hamas. Cette double offensive trouve l'Union Européenne bien divisée, ce qui montre l'insanité d'une diplomatie commune.

Heureusement, le pire peut être évité et il y a aussi un meilleur possible.

Le pire sera certainement évité s'agissant de la construction européenne. En dépit de ses efforts, notre Président ne sera suivi ni par Madame Merkel, ni par les Irlandais, ni par le président Tchèque. On pourra aussi échapper au pire dès que certains pays auront compris les méfaits de la relance artificielle.

Les Allemands, y compris les gens du SPD, ne veulent pas renoncer à la rigueur monétaire qui a été à l'origine du « miracle » de Ludwig Ehrardt et qui leur a valu cinquante ans de prospérité ininterrompue. Bien d'autres gouvernements ne suivent pas la ligne de Paris. Enfin, on repoussera Poutine et sa clique dans leurs retranchements si la pression de la Pologne et de l'Europe centrale tire l'Union vers la fermeté, comme cela a été le cas à propos de la Géorgie.

Le meilleur serait que les orientations européennes soient totalement révisées en cours d'année. Il y a de ce point de vue deux raisons d'espérer. L'une est la présidence de Vaclav KLAUS. Cet économiste libéral, avec lequel j'entretiens des liens d'étroite amitié, a beau affirmer que la présidence de l'Union pour six mois ne permet pas à un petit pays de changer la donne, je suis sûr qu'il parlera haut et fort, et stimulera les ardeurs des anti-européistes (comme il dit). Il sera au cœur d'une coalition sans cesse élargie de pays tout à fait acquis à l'idée européenne, à la libre circulation des hommes, des produits, des capitaux et des entreprises, mais fermement opposés à la fois au pouvoir politique et administratif de Bruxelles et aux politiques dirigistes et protectionnistes. Vaclav Klaus est partisan de l'ouverture à la concurrence dans tous les domaines, il sait que les bastions des monopoles et des services publics ne pourront résister longtemps à la déferlante de la mondialisation, et il s'emploiera à hâter l'évolution.

L'autre espoir est la grande échéance électorale du printemps prochain. Le Parlement européen sera renouvelé, et à cette occasion s'ouvrira sans doute un grand débat sur les institutions et les politiques européennes. La ligne de partage entre l'Europe des Etats et l'Europe des Européens devrait en ressortir plus nettement dessinée. Il appartiendra aux libéraux de participer à ce grand débat aux côtés du président tchèque. Ce sera peut-être l'occasion de sortir l'Europe de son impuissance et de ses fantasmes pour lui rendre sa dignité de berceau de la civilisation et la mettre à l'heure de la liberté.

Jacques Garelo

Conjoncture

LA CRISE VIENT D'UN « EFFONDREMENT DE LA DEMANDE »

En ce début d'année, la crise et les plans de relance destinés à y remédier restent à la une de l'actualité. Or, si le diagnostic n'est pas le bon, le remède ne sera pas approprié. La majorité des experts et des gouvernements se trompe de diagnostic et propose de mauvaises solutions. Dernier exemple en date, celui du FMI, par la voix de son chef économiste, Olivier Blanchard : la principale composante de la crise est « un effondrement de la demande ». C'est un retour à Keynes et même à Malthus. Et c'est une erreur complète d'analyse.

« Remplacer la demande privée »

Nous avons déjà signalé cette soudaine épidémie de keynésianisme qui frappe les hommes politiques comme les institutions internationales. Le cas du Fmi est intéressant, car cet organisme a pendant des années prôné l'équilibre budgétaire, une certaine rigueur dans la gestion des dépenses publiques, la nécessité de lutter contre l'inflation, etc.. Il y a encore quelques semaines, Dominique Strauss-Kahn lui-même, pourtant adepte de la social-démocratie, ne recommandait la relance budgétaire que pour les pays en excédent ou à l'équilibre, l'excluant pour les autres, compte tenu de l'ampleur des déficits actuels.

Cette tradition a été balayée en quelques jours, comme en témoigne l'interview d'Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, dans Le Monde : « Il n'y a pas de revirement. A circonstances différentes, remèdes différents. Nous sommes en présence d'une crise d'une amplitude exceptionnelle, dont la principale composante est un effondrement de la demande ».

A partir du mois d'octobre, une paralysie des intentions de dépenses s'est déclenchée d'une façon soudaine et mondiale. Les mois qui viennent vont être très mauvais. Il est impératif de juguler cette perte de confiance, de relancer, et, si nécessaire, de remplacer la demande privée, si l'on veut éviter que la récession ne se transforme en Grande Dépression ».

Soyons plus précis : « Cela implique d'utiliser les outils monétaires et budgétaires (...). Il faut que les gouvernements et les banques centrales indiquent clairement qu'ils sont prêts à tout faire pour éviter une nouvelle Grande dépression. Pour le moment, une expansion budgétaire de 2% paraît suffisante. Mais, si les circonstances l'exigent, il faut que les Etats soient prêts à faire plus, 3% ou plus si nécessaire ». Pourquoi ne pas baisser les impôts ? « Il vaut mieux que la relance intervienne par l'augmentation des dépenses publiques que par la diminution des recettes publiques. Autrement dit, les constructions de ponts ou les rénovations d'écoles risquent d'avoir plus d'effets sur la demande que les réductions d'impôts que les ménages sont tentés de transformer en épargne de précaution ». Mais, si on diminue quand même l'impôt, il vaut mieux cibler les plus pauvres, qui le dépenseront aussitôt.

Les pièces d'or glissées sous le matelas

Ce texte est admirable et constitue à lui seul un manuel du parfait petit keynésien. Il présente la même conception de la demande que Malthus, puis Keynes : la demande en soi est trop faible, parce que l'on distribue trop peu de salaires et que les plus riches ne dépensent qu'une partie de leur revenu. Ils épargnent trop. Cette épargne est retirée du circuit économique et perdue pour la dépense, elle est thésaurisée (c'est le mot qui convient). Que Malthus puisse imaginer en 1800 que les gens glissent des pièces d'or sous leur matelas passe encore, mais que le Fmi y croit encore en 2009 est surprenant ; en réalité la thésaurisation est quasi-nulle.

Encore une fois, pour répondre à tous ces néo-malthusiens, il faut revenir à la loi de Say. « L'offre crée sa propre demande » : dès que l'on produit, on distribue des revenus aux facteurs de production, en salaires, intérêts, profits. La majeure partie en est dépensée en consommation, alimentant la demande. Le reste est épargné, c'est-à-dire déposé en banque ou institutions ou placé en bourse. Cette épargne ne dort pas, et elle se retrouve en autant de crédits à la consommation ou à l'investissement, donc en demande. Au total, la demande est du même niveau que l'offre et il n'y a donc pas d'insuffisance de la demande globale.

Une lecture micro-économique de la loi de Say nous approche encore de la réalité. Dans chaque secteur où l'offre dépasse la demande, les baisses des prix des produits et des facteurs réduisent l'excès d'offre ; dans les secteurs où la demande dépasse l'offre, c'est l'inverse : les prix des produits et des facteurs augmentent, encourageant l'offre et réduisant la demande. Les facteurs se déplacent d'un secteur à l'autre en fonction de l'évolution des choix des clients ; il n'y a pas d'insuffisance globale de la demande et les déséquilibres sectoriels se résorbent par le mécanisme des prix et la régulation par les entrepreneurs.

C'est l'Etat qui empêche l'offre de progresser

Comment peut-il se faire que la loi de Say semble ne pas fonctionner ? Parce que les adaptations nécessaires sont empêchées par les interventions étatiques : blocage ou contrôle des prix, aide aux entreprises qui devraient s'adapter, donc maintien en survie artificielle, rigidités de l'offre, découragement des entrepreneurs par les impôts excessifs et les réglementations paralysantes, etc.

Il est donc inexact d'imputer la crise actuelle à un effondrement de la demande. Une relance par les dépenses publiques n'aboutira qu'à des déséquilibres budgétaires accrus, une dette explosive, une reprise de l'inflation et du chômage et un Etat de plus en plus envahissant.

Oui, il y a bien crise : c'est celle des politiques étatiques aberrantes, comme la baisse artificielle des taux d'intérêt ou les manipulations budgétaires. C'est une crise de l'interventionnisme étatique et de la paralysie de l'offre par l'Etat, essentiellement par l'impôt et les réglementations publiques. Pour stimuler la demande, il faut d'abord libérer l'offre en agissant sur les incitations microéconomiques : moins d'impôts, moins de régulations, moins d'Etat. L'offre redémarrera et la demande suivra forcément. Mais imaginer que la demande a mystérieusement disparu et que l'Etat la remplacera par des dépenses publiques, sans que, bien sûr, personne ne paie la facture, c'est du pur fantasme. Il n'est de vraie demande que celle qui a été créée par une vraie offre. Tout le reste n'est que « faux droit » (Jacques Rueff).

Jean-Yves Naudet

EN FINIR AVEC LE HAMAS

Bien que les diplomates et les politiciens s'appliquent en apparence à maintenir la balance égale entre Israël et le Hamas, ils savent comme tout le monde que le problème est simple : tant que le Hamas n'acceptera pas l'existence de l'Etat d'Israël, tant qu'il sera en mesure de mettre le feu aux poudres, aucun espoir de paix durable ne pourra naître au Moyen Orient. Il faut en finir avec le Hamas, l'obliger à céder (difficile) ou à disparaître (à un coût élevé).

A ceux qui ne l'ont pas compris, et tiennent les Israéliens pour coupables d'une agression « disproportionnée », il faut rappeler un certain nombre de réalités.

Israël est un Etat souverain, reconnu par la communauté internationale, créé avec l'accord des Nations Unies il y a 60 ans. C'est, en outre, une démocratie, avec des changements réguliers et pacifiques de dirigeants – notons que des élections générales auront lieu le mois prochain. Au titre d'Etat souverain, Israël doit donc être reconnu par tous les pays, y compris par ses voisins arabes et notamment palestiniens. Comme démocratie, mais aussi en raison de ses racines historiques lointaines et de ses liens avec l'héritage issu de Jérusalem, ce pays doit avoir la sympathie des démocraties occidentales.

La situation de la Palestine est plus complexe. Les Palestiniens ont eux aussi droit à une patrie, correspondant à la Cisjordanie comprise entre Israël et le Jourdain et à la bande de Gaza. La difficulté vient d'abord du caractère à la fois divisé et particulier de la représentation des Palestiniens. Le Fatah du président palestinien Abbas est au départ un mouvement terroriste, lié à l'OLP de Yasser Arafat. Depuis, il a progressé vers une certaine honorabilité, en renonçant, du moins officiellement, au terrorisme, en participant aux élections et en acceptant des accords avec Israël, reconnaissant le principe de son existence (accord d'Oslo de 1993 par exemple), et ayant des contacts réguliers avec son voisin.

Le Fatah était également au pouvoir dans la bande de Gaza, avant d'en être chassé par la force par un autre mouvement, resté terroriste celui-là, le Hamas, qui avait au préalable remporté les élections dans ce territoire. Mais cette victoire électorale ne suffisant pas, le Hamas a imposé sa loi par les armes et expulsé ou tué les hommes du Fatah. Le Hamas est considéré par la communauté internationale, Union européenne en tête, comme étant toujours un mouvement terroriste, ce qui correspond en effet à la réalité. C'est le Hamas qui a décidé de ne pas renouveler le cessez-le feu avec Israël et qui a envoyé des missiles vers le territoire israélien.

De plus, le Hamas est clairement lié à l'Iran (et à la Syrie), dont le président ne cesse de répéter qu'il veut lui aussi détruire Israël. Face à ces adversaires qui veulent sa disparition, Israël considère qu'il doit défendre sa survie. C'est aussi le point de vue des Américains réaffirmé par George Bush ces derniers jours. De son côté le futur président Barak Obama, réputé pourtant moins favorable à Israël que les Républicains, avait utilisé, pendant les élections, l'image d'une attaque contre ses propres enfants dans leur chambre pour expliquer ce que faisait le Hamas. Cela dit, il est resté très prudent depuis le début de l'offensive.

L'attitude des Etats arabes voisins est ambiguë. L'Egypte en particulier, mais, au-delà, tous les Etats modérés et pro-occidentaux, soutiennent officiellement les Palestiniens, y compris du Hamas. Mais, en réalité, ils font tout pour affaiblir celui-ci, trop heureux qu'Israël fasse le travail à leur place, car ce mouvement terroriste (comme aussi le Hezbollah au Liban) menace leurs régimes et sa victoire serait celle des Islamistes radicaux. Un succès des mouvements terroristes palestiniens pourrait faire basculer tout le Proche-Orient, et constituerait un alignement sur l'Iran. Les dirigeants iraniens invitent d'ailleurs la population à réclamer « la disparition d'Israël de la face du monde ».

Certes ces enjeux n'effacent pas les horreurs de la guerre, les victimes civiles et les dommages collatéraux. De ce point de vue, une trêve humanitaire serait bienvenue, si elle ne signifiait pas un répit permettant au Hamas de se réorganiser et se réarmer. Pour l'instant le gouvernement israélien n'en veut pas, et les démarches occidentales (y compris celle de Nicolas Sarkozy) ont été infructueuses. Sans doute les Israéliens veulent-ils exploiter sur le champ une expédition qui leur coûte en hommes, en dégâts et surtout en honorabilité, pour en finir avec le Hamas.

FONDS SOUVERAIN FRANÇAIS : UN CONTE DE NOEL

L'économie française est sauvée, grâce au fonds souverain français, baptisé pour l'occasion « Fonds stratégique d'investissement ». Quand on sait le temps nécessaire à la mise en place de la moindre opération étatique (un nombre invraisemblable de lois n'ont pas encore reçu leurs décrets d'application), on ne peut qu'être ébloui par l'efficacité de notre administration ; quelque semaines à peine après que le Président de la République en ait émis le vœu, voilà le cadeau présenté au pied de l'arbre de Noël et prêt à illuminer la nouvelle année. Admirable.

C'est que l'affaire est importante. Tout d'abord, se trouver en bonne compagnie est essentiel : tous les Etats totalitaires ont leur fonds souverain, de la Chine à la Russie, ainsi que les grands Etats pétroliers de l'OPEP, dont on connaît l'attachement aux droits de l'homme et à la démocratie : il était important que la France fasse partie de ce club fermé.

Ensuite, les premières déclarations de Gilles Michel, nommé à la tête du FSI (Fonds stratégique d'investissement), dans Le Figaro, sont édifiantes : « Ce qui me motive, c'est la force du projet et du défi qu'il représente. Ce fonds, voulu par le Président de la République pour accompagner les PME et protéger des entreprises stratégiques, me paraît particulièrement légitime à un moment où la crise est majeure et où le marché a du mal à assurer son rôle. Je me sens au service de l'économie et de l'industrie ».

Voilà d'abord la présomption fatale des hommes de l'Etat : eux sont infaillibles, alors que le marché, c'est à dire chacun de nous, est incompetent et « a du mal à assurer son rôle » ! Tout le monde sait en effet que l'Etat seul est infaillible. En attestent, entre autres, la magnifique gestion du Crédit Lyonnais lorsqu'il était nationalisé, l'habile politique des banques centrales qui a conduit à la crise des subprimes, et la situation florissante des entreprises publiques.

Quel est le rôle du FSI ? « Sa vocation est d'intervenir en fonds propres, en tant qu'actionnaire, dans des entreprises ayant un intérêt stratégique au regard de leur potentiel technologique, de la recherche et développement, des exportations ou des emplois, et se situant à un moment de leur vie où un renforcement de leur actionnariat, appuyé par l'Etat, est jugé utile ». Autrement dit : tout le monde a besoin du fonds souverain français, tant les critères sont larges ; il a donc vocation à intervenir partout. C'est du capitalisme d'Etat, comme on en a connu dans les expériences « globalement positives », comme disait Georges Marchais, des pays d'Europe de l'Est. Intervenir « en tant qu'actionnaire », cela s'appelle nationaliser, même si c'est partiellement et provisoirement, car ici le provisoire est durable.

Les premières interventions magiques du FSI n'ont pas tardé : « Sur un projet comme celui-là, la clé sera dans la réactivité et la rapidité. Les premiers dossiers ont commencé à affluer ». Selon Le Figaro, c'est Thomson qui est « en tête de liste du fonds souverain ». Une banque conseil a été mandatée par le FSI pour étudier le dossier, dix ans après « un premier sauvetage ». Qu'on se rassure : le FSI a du répondant, avec, selon Christine Lagarde, une force de frappe, dans un premier temps, de 20 milliards d'euros, constituée pour moitié d'apports de l'Etat, pour l'autre de ceux de la Caisse des dépôts. On y trouve par exemple les 33,3% des Chantiers de l'Atlantique détenus par l'Etat, dont nous avons déjà parlé. On aura remarqué au passage que Thomson est bien une PME en détresse.

L'originalité du fonds souverain français se marque encore par le fait qu'à la différence des autres, nous n'avons pas d'argent en caisse : ni excédent extérieur, ni rente pétrolière, pour alimenter notre fonds souverain. Mais qu'importe ? L'essentiel, c'est que les hommes de l'Etat et les grands commis soient satisfaits. A leur tête Augustin de Romanet, directeur général de la Caisse des dépôts, va piloter en fait le FSI. Il se félicite de ce que le FSI « sera en mesure d'acquérir des parts significatives d'entreprises stratégiques ». Il parle « d'investissements longs » alors qu'on avait cru ces interventions transitoires et exceptionnelles. Il faudra, dit-il, « prendre des risques », mais en cas d'échec qui sera responsable ? Il sera « un investisseur avisé, au service de l'intérêt général ». Un vrai conte de Noël. Avant qu'un jour on ne fasse les comptes, les vrais. Dès maintenant, la facture va être présentée au contribuable. Lui, il a de l'argent, et il se sent réellement solidaire des initiatives de l'Etat.

QUAND LAMARTINE DECOUVRAIT LES VERTUS DE LA FLAT TAX

Pour commencer l'année nouvelle en vous montrant qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et que nos débats d'aujourd'hui ne font que prolonger ceux des siècles précédents, nous vous offrons un texte écrit en 1850 par Lamartine, qui avait un temps délaissé la poésie pour la politique. Dans cette période très « créative » de la seconde République, les projets les plus farfelus surgissaient, comme celui d'un impôt progressif. Lamartine lui règle son compte dans son ouvrage sur « Le passé, le présent et l'avenir de la République » (publié par sa revue « Le conseiller du peuple », chapitre X).

« L'impôt progressif séduit beaucoup, comme tout sophisme, au premier coup d'œil. Les sophismes sont des mensonges brillants qui ont la couleur d'une vérité à la surface et qui n'ont point de fond, ou qui n'ont pour fond que des faussetés, des absurdités, des abîmes d'erreurs. Le peuple confond toujours l'impôt progressif et l'impôt proportionnel. Voici la différence : je possède deux arpents de terre et mon voisin n'en possède qu'un. Je dois payer l'impôt en proportion de ce que je possède, c'est-à-dire un impôt double de mon voisin. Voilà la vérité, c'est l'impôt proportionnel. Je possède deux arpents et mon voisin n'en possède qu'un : l'arpent de mon voisin ne payera que cinq francs d'impôts ; le premier de mes deux arpents ne paiera que cinq francs aussi, mais mon second arpent en payera dix, mon troisième quinze (...) et ainsi de suite. Voilà le mensonge, c'est l'impôt progressif ».

« Il n'y a pas besoin d'être bien intelligent ni bien savant pour vous faire comprendre que cet impôt serait l'injustice souveraine, et la souveraine démente et la ruine générale. Deux mots et un exemple vous suffiront. L'injustice ? Si je suis meilleur ouvrier, meilleur cultivateur, plus laborieux, plus sobre, me levant plus matin, me couchant plus tard, ayant une meilleure femme et plus d'enfants pour m'aider à l'ouvrage que mon voisin, et si, au lieu d'un arpent qu'il achète, j'en achète deux, quelle abominable injustice ne me faites-vous pas de m'imposer une amende pour ma vertu, en me faisant payer, à moi ouvrier et propriétaire laborieux, un impôt plus lourd qu'à mon voisin et au profit de mon voisin paresseux ou pauvre par sa faute ! Votre impôt soit disant progressif n'est donc qu'une prime à la négligence et à la misère, un maximum sur le travail et l'économie ! La justice et le bon sens renversés !

La souveraine démente ? Vous allez voir. Suivons toujours la comparaison par des arpents de terre. Si vous prenez pour unité un écu, vous aurez le même résultat. Je suppose que le prix d'un arpent de terre soit cent francs. Vous établissez l'impôt progressif. Qu'arrive-t-il ? Le premier arpent que j'achète vaut cent francs, mais l'impôt de cinq francs dont il est frappé comme tous les autres lui enlève cinq francs de valeur ; reste 95 francs. J'en achète un second. L'impôt progressif dont vous le frappez est de 10 francs. La valeur de mon second arpent dans le commerce se trouve donc réduite de 10 francs. Reste pour valeur capitale de mon second arpent 90 francs (...). Vous voyez en continuant que l'impôt de mon vingtième arpent sera de 100 francs, c'est-à-dire de toute la valeur en capital de l'arpent lui-même ; (...) personne n'aura intérêt à le posséder. Or une chose que personne ne veut acquérir, que vaut-elle ? Rien. L'impôt progressif anéantit la chose à posséder (...): souveraine démente.

Ruine générale ? (...) Qu'est-ce que le prix des choses ? (...). C'est la représentation exacte du désir qu'on a de posséder cette chose. (...) Or, que fait l'impôt progressif en frappant d'une taxe croissante ? (...) Il diminue (...) le désir que nous avons de posséder cet arpent, car il diminue d'autant l'avantage que nous avons de le posséder (...). A la fin, ce maximum sur le désir de posséder un nombre considérable d'arpents devient un maximum sur l'arpent, sur l'amour de la propriété lui-même, et que l'amour de la propriété étant le seul mobile et la source unique de toute richesse publique, la fortune publique se trouve ruinée de fond en comble, la terre inculte et la population d'abord appauvrie, puis décimée, puis enfin tarie par l'impôt progressif.

Retournez la question de toutes les manières (...) vous trouverez toujours au bout, inévitablement, ces trois résultats : injustice odieuse, souveraine démente, ruine générale ».

Si nos hommes politiques ne veulent pas lire chaque matin les (bons) économistes, qu'ils lisent les poètes : « O temps, suspends ton vol ! », c'est plus agréable à lire que du Keynes !

QUESTIONS SUR UN MANIFESTE

La veille de Noël a été marquée dans la presse par la large publication d'un manifeste, signé par une vingtaine de personnalités, sur le sens donné à l'économie « en ce jour de fête chrétienne ». Ce manifeste s'intitule « Noël dans la crise : un rendez-vous pour l'espérance ». Il se présente clairement comme donnant un point de vue chrétien, sinon « le » point de vue chrétien, sur l'économie. Tout en respectant ce point de vue et ses auteurs, qui font référence à « la pensée sociale chrétienne », on peut légitimement se poser quelques questions. Bien entendu, on appréciera que des chrétiens prennent publiquement position et fassent référence à la pensée sociale chrétienne, même si le terme de « doctrine sociale de l'Eglise », souvent utilisé par Jean-Paul II, semble leur faire peur. Bien entendu aussi, il y a dans ce texte des vérités incontournables pour un chrétien, comme le fait que « l'économie est au service de l'homme et non l'inverse » ou le rappel des « références éthiques essentielles pour affronter la crise ».

- Ce texte a reçu un très bon accueil dans la presse, du Monde au Figaro, des grands quotidiens régionaux à la Croix. On s'en félicite, au moment où il est parfois difficile pour des chrétiens engagés de se faire publier, ne fut-ce que par un quotidien. On sera moins enthousiaste de voir l'Humanité publier ce texte, qui est donc acceptable pour le quotidien officiel du parti communiste français !
- La liste des premiers signataires est tout à fait honorable. On remarquera seulement qu'il y a fort peu de chefs d'entreprises, pourtant, semble-t-il, sollicités, mais beaucoup de hauts fonctionnaires et d'hommes de l'Etat ou des organismes publics internationaux, en général engagés à gauche, ainsi que des membres éminents du parti socialiste (Michel Rocard et Jacques Delors). Alain Juppé semble un peu isolé dans cette liste, par ailleurs très proche des organisateurs des Semaines sociales de France.
- Deux priorités sont affirmées : celle de l'homme sur l'économie (« L'économie est au service de l'homme et non l'inverse »), ce qui va de soi, et « celle des pauvres sur les privilégiés - l'équité condamne une trop grande inégalité entre les revenus ». Sur ce second point, le mot privilégiés est très ambigu : on peut être riche sans être privilégié, mais par ses propres efforts, et parce qu'on a développé ses talents. Est-ce en soi un privilège ? Quant à l'équité, elle est définie dans le Compendium de la doctrine sociale (document du magistère non cité par ce manifeste) au § 303 comme devant « permettre à tous d'avoir à sa disposition ce qui sert au développement et au perfectionnement de la personne » : l'équité implique donc la lutte contre la pauvreté, et non pas la suppression des écarts de revenus, s'ils proviennent d'un effort productif plus grand et d'un service plus grand rendu aux autres. Qui définira que l'écart est « trop grand » ?
- Selon ce manifeste, les chrétiens doivent « accepter un niveau d'impôts volontariste pour une solidarité active ». C'est confondre la charité, au sens plein du terme, et la redistribution étatique. Il y a plus de valeur éthique dans la solidarité spontanée que dans la redistribution obligatoire et, de toutes façons, ici comme ailleurs, le principe de subsidiarité doit être appliqué (comme rappelé par Jean-Paul II au §48 de Centesimus annus).
- La référence à Jaurès et à Gorbatchev, qui auraient reçu les textes de Léon XIII ou de Jean-Paul II comme des références pour fonder une société plus juste, laisse perplexe. On a connu mieux en matière de parrainage, et on ne voit pas en quoi l'appui du dernier responsable de l'URSS validerait la doctrine sociale ; si c'est un argument d'autorité, nous préférons celle du magistère.

- Le texte rappelle que le marché « ne peut fonctionner que dans des sociétés basées sur les valeurs morales ». Il s'agit donc « d'appeler à une indispensable régulation de leur fonctionnement », notamment par les autorités publiques. On ne voit pas le lien entre la régulation et la nécessaire éthique, sauf à imaginer que l'Etat est le garant de « l'ordre moral ». La morale est une chose, la régulation une autre, et on ne voit pas comment l'une pourrait résoudre le problème de l'absence de l'autre. Il y a ici une confusion entre la loi (la régulation) et l'éthique, qui va infiniment plus loin.
- Enfin, pour nous en tenir à l'essentiel, il est fait référence à juste titre aux corps intermédiaires, en l'occurrence « notamment » les ONG et les syndicats. Jean-Paul II, lui, avait dans Centesimus annus une liste autrement plus large (§13) : « Le caractère social de l'homme ne s'épuise pas dans l'Etat, mais il se réalise dans divers groupes intermédiaires, de la famille aux groupes économiques, sociaux, politiques et culturels qui (...) ont leur autonomie propre. C'est ce que j'ai appelé la personnalité de la société qui, avec la personnalité de l'individu, a été éliminée par le socialisme réel ». Le manifeste, lui, réalise le tour de force de présenter un texte sur l'enseignement social chrétien, surtout au moment de Noël, sans citer le mot « famille ».

Voilà quelques questions, posées sans aucune agressivité, mais dans le souci de faire, entre laïcs, avancer la compréhension de la doctrine sociale de l'Eglise

Jean-Yves Naudet
Président de l'Association des économistes catholiques (AEC)

Ce texte a été mis en ligne sur le site www.libres.org. Vous pouvez de cette façon le diffuser par internet. Il a reçu un excellent accueil dans la plupart des sites de la mouvance chrétienne, mais les grands organes de presse qui se sont hâtés de publier (gratuitement) le manifeste se sont bien gardés de donner le moindre écho aux questions du professeur Jean Yves Naudet.

AU SOMMAIRE DU N°981 :

EDITORIAL : 2009 : l'année européenne pp. 1-2

CONJONCTURE : La crise vient d'un « effondrement de la demande » pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : En finir avec le Hamas p. 4 - Fonds souverain français : un conte de Noël p. 5 – Quand Lamartine découvrait les vertus de la flat tax p. 6 – Questions sur un manifeste p. 7-8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org